

La Francophonie : un pont pour la l'intégration africaine

M. le Président de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie

Mrs Présidents des Assemblées Nationales du Cap-Vert, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée-Bissau, du Niger et du Sénégal

Mrs les Vice-Présidents et Chefs de Délégations des autres Parlements présents

M. le Ministre Délégué à l'Intégration Régionale du Cap-Vert

M. le Secrétaire d'Etat aux Finances

M. Le Secrétaire General de la Francophonie

Mesdames et Messieurs les Députés de la Francophonie

Mesdames et Messieurs les Députés du Cap-Vert

Chers Collègues panelistes.

Chers invités

Bonjour !

### **Considérations préliminaires**

En premier lieu je voulais souhaiter à ceux qui sont venues de l'extérieur la continuation d'un agréable séjour au Cap-Vert. Je rejoins ma voix à ceux qu'avant moi ont souhaité plein succès aux travaux de la 26<sup>ème</sup> Assemblé Régionale Afrique de l'APF.

C'est avec plaisir que je vais partager avec vous mes réflexions, certainement inachevées, sur le thème **«La francophonie: un pont pour l'intégration africaine»**.

Je vous avoue que j'ai hésité à être ici avec vous, mais, à la fin, je n'ai pas pu ou je n'ai pas su décliner l'invitation insistante de M. le Ministre Délégué à l'Intégration. Je ressens le besoin de souligner que je parlerai en mon nom personnel et tout ce que je dirai n'engage que moi seul.

La complexité du thème proposé contraste avec le temps imparti. Je compte sur votre bienveillance pour me pardonner des raccourcis et, éventuellement, des simplifications de

raisonnement que je serai obligée de faire dû à la contrainte temps. Pour la même raison, j'ai décidé de vous lire un texte pour pouvoir respecter le temps imparti.

Mon intervention, reprends certaines informations qui font partie du socle de connaissance de base sur la francophonie. Je m'excuse à l'avance auprès des membres et dirigeants de l'APF pour les répétitions mais je pensais particulièrement aux participants capverdiens. C'est le risque de parler à un public hétéroclite.

### **Francophonie et la langue française**

Le titre du panel, contient deux éléments principaux : Francophonie et intégration africaine. Je ferai des commentaires rapides sur ces deux points pour reprendre, à la fin, l'idée de pont.

1. Permettez-moi une remarque liminaire sur le français et sur les langues en général. Et je vais sûrement simplifier.
2. En Afrique et ailleurs, y compris en France, la langue française est côtoyée par une multitude de langues locales, régionales, nationales et internationales. Elles constituent toutes des instruments de communication intime et publique, de production et de dissémination de connaissance, de production littéraire et artistique, des supports identitaires et, des fois, des ressorts aux relations de pouvoir. Pour ce que me concerne, j'ai toujours considéré que les langues se valent en tant qu'outils de communication adaptées aux contextes et aux besoins de ses locuteurs. En ce sens elles sont toutes riches et égales en beauté et en dignité.
3. La géographie, l'histoire, l'éducation, le développement économique, la politique et des guerres internes et expansionnistes ont permis une évolution différenciée des langues, en termes d'écriture, de systématisation et de statut politique et administratif.
4. Ceci explique que la langue française, au départ, une des diverses langues de France, ait devenue sa langue nationale

unique et officielle. Par la suite elle s'est répandue en Europe et ailleurs y compris en Afrique.

5. Actuellement les puissants moyens technologiques et des chaînes planétaires d'information approfondissent les différences entre les langues en termes d'expansion géographique, sociale et culturelle. Nous sommes face à un nouvel ordre mondial de communication qui amène d'autres défis et problèmes mais ce n'est pas le sujet de notre panel.
6. A l'heure actuelle le français est considéré la cinquième langue la plus parlée au monde, avec à peu près 280 millions de locuteurs, dont 85% en Afrique
7. On voit bien que cette langue relie et facilite la communication et les échanges entre beaucoup de personnes et entre plusieurs pays. Elle sert de véhicule d'éducation, d'information, de production et de dissémination de connaissance un peu partout en Afrique.
8. Le français est devenu, ainsi, un instrument incontournable de communication en Afrique et de par le monde, bien au-delà de la géographie de son origine.

### **Autres dimensions de la francophonie**

1. Évidemment l'usage ou le partage de la langue française est au cœur de la francophonie. Toutefois elle se veut être plus qu'une question de langue.
2. La francophonie veut, aussi, promouvoir et partager des valeurs politiques, culturelles et de solidarité entre les hommes et entre les pays.
3. Dans ce sens le partage de la langue française est ou devrait être une opportunité pour l'amélioration de la qualité de la démocratie en Afrique, pour le perfectionnement des pratiques de gouvernance, pour le renforcement du rôle de la société civile et pour l'accélération du développement. Ce faisant elle promeut l'intégration africaine.
4. À cet égard, il faut rappeler et souligner que le développement, la gouvernance démocratique et les droits

humains, avant de devenir des mantras de la rhétorique internationale, ce sont des engagements inhérents aux indépendances et des exigences de la dignité humaine promise par les pères de l'indépendance.

5. Malheureusement la grande majorité de la population africaine attend toujours que le contrat signé avec les dirigeants lors des déclarations de l'Indépendance soient entièrement rempli.
6. La situation d'exclusion socio-économique d'une part significative de la population africaine, les perspectives de croissance démographique pour les prochaines décennies et la tendance lourde à la concentration urbaine me font croire que les promesses de développement ce sont devenues des urgences de gouvernance et des exigences irréductibles de paix, de sécurité et de stabilité futures.

### **Intégration africaine**

1. Concernant l'intégration africaine - ce sera mon troisième point - ce grand objectif et défi pour l'Afrique, on est, souvent, confronté avec une fausse question. Qui est pour et qui est contre ! Cette question apparaît de façon automatique et simpliste quand quelqu'un remet en question les méthodes et les approches adoptées; quand quelqu'un s'insurge contre une décision en termes de priorité, pertinence, de faisabilité, de efficacité et de l'opportunité; Et surtout quand quelqu'un critique le fonctionnement et la performance des instances d'intégration. Rapidement le débat est esquivé, les soi-disant contre catalogués et des fois écartés.
2. Pourtant, le pourcentage extrêmement élevé de décisions et d'instruments approuvés par les instances d'intégration et non ratifiés ou non-appliqués par les Etats Membres, qui les ont quand même votés, montre bien qu'il y a de grands écueils dans la conduction du processus.

3. Parmi les multiples causes de cette situation, je considère que l'insuffisance d'analyse et d'évaluation rigoureuses des politiques et des programmes et surtout l'absence de vrais débats pour le murissement des idées et le calibrage des décisions expliquent certains échecs.
4. L'euphorie, les moments de ravissement voire même d'emportement politique encore que compréhensibles ont montré leurs limites et leurs perversions. Le réflexe de mimétisme de politiques et de solutions d'ailleurs compliquent davantage le processus.
5. De ma part, je suis persuadé que les Etats et les entités régionales ont dramatiquement besoin de recherche endogène et de débats authentiques pour se doter de d'évidences indispensables à la formulation de politiques et de stratégies consistantes et fécondes pour l'intégration.
6. Je pense qu'il faut soutenir les centres de recherche sur le développement, la gouvernance et l'intégration en Afrique, soient-elles publiques, privées et de la société civile. La complexité croissante du développement, du commerce international, de l'exploitation des ressources naturelles, de la gouvernance et de l'intégration africaine requiert des connaissances de plus en plus spécialisées et avancées.
7. Autrement nous seront des consommateurs passifs des idées, des recettes et des politiques produites ailleurs. Le vide a été, est et sera toujours comblé. Certaines situations politiques, économiques, sociales qui ébranlent l'Afrique aujourd'hui et qui font des dégâts humains incalculables, ne sont pas sans rapport avec l'insuffisance de connaissances et de résultats de recherche endogène. je suis convaincu que les autorités nationales et régionales seront plus fortes dans les négociations internationales, s'il peuvent se valoir d'analyses rigoureuses et de résultats de recherche faits en Afrique.

8. **Une conclusion me semble évidente:** il faut valoriser la recherche et renforcer des espaces et des mécanismes de débat sur l'intégration. Il faut que le débat se fasse dans des institutions publiques – nationales et régionales - mais aussi dans les centres indépendants, dans les académies et dans les organisations de la société civile. Il faut discuter la question de façon ouverte, sans apriorisme, sans crainte et sans préoccupation de correction ou conformité politiques.

### **La francophonie comme pont pour l'intégration africaine**

1. Et j'en arrive au point critique du titre du panel, cette idée de francophonie comme pont pour l'intégration africaine.
2. De tout ce que je viens de dire, j'isole le constat qu'en quelque sorte, est à l'origine de l'assemblée parlementaire francophone: le grand besoin d'études, de recherche, de rencontres et de débats sur l'intégration.
3. Face à ce défi plusieurs pays africains disposent d'un instrument commun de communication - la langue française. Elle rend beaucoup plus facile la collaboration entre les pays, la dissémination de l'information et de la connaissance et l'échange d'idées et d'expériences. Elle permet aux citoyens, aux organisations publiques, privées et non-gouvernementales et aux gouvernants de différents pays et communautés de se parler sans l'entremise d'interprètes.
4. Dans ce sens, et sans sous-estimer l'importance et le rôle des langues africaines ou d'autres langues parlées en Afrique, - et c'est là ma conclusion - la francophonie est, incontestablement, un facteur de rapprochement des citoyens et des gouvernements des différents pays africains, de la Méditerranée à l'Océan Indien, du Djibouti au Cap-Vert.
5. De ce fait, elle est clairement un pont et un élément facilitateur de l'intégration.

6. Ceci dit, je pense que la francophonie ou le partage d'une autre langue, n'est pas une condition suffisante à l'entente entre les individus et entre les Etats.
7. Les politiques et les décisions dont l'objectif d'intégration réclame vont bien au-delà de la question des langues.
8. Toutefois et en prenant en considération que la francophonie transcende la question de la langue – *elle se veut porteuse de valeurs de respect pour les droits humains, de gouvernance démocratique et de développement* - du coup elle rend ce pont plus solide et l'avoisine des attentes et besoins des sociétés et du processus d'intégration.

### **Remarques finales**

M. le Président

Mesdames et messieurs

1. Voilà en quelques mots les idées que je voulais partager avec vous sur le thème en débat.
2. Je finis mes propos avec une remarque concernant les pays membres de la francophonie où le français n'est pas une langue officielle comme c'est le cas du Cap-Vert.
3. De mon point de vue il faudra des gestes plus consistants, d'abord au niveau national, mais aussi au niveau des organisations de la francophonie ayant en vue l'amélioration et l'intensification de l'usage de la langue française dans ces pays.
4. Sans vouloir faire des suggestions, je considère que l'éducation, la formation, l'échange d'étudiants, de professeurs et de chercheurs et des échanges de visites d'élus et de responsables politiques de la famille francophone sont importants pour ces pays.
5. A cet égard, je vous félicite pour avoir choisi le Cap-Vert pour la tenue de la 26ème Assemblée Régionale Afrique de l'APF.

Merci bien de votre attention !

Praia le 18 mai 2018

Victor Borges

Ancien Ministres des Affaires étrangères du Cap-Vert

[victorborges@sapo.cv](mailto:victorborges@sapo.cv)

